

RÉFORME DE L'ÉDUCATION

La «révolution» attendra

La conférence nationale sur l'évaluation de la mise en œuvre de la réforme du système éducatif s'est soldée par près de deux cents recommandations. Des groupes de travail seront installés d'ici fin août prochain pour mettre en place les mécanismes d'application. Des changements profonds dans le cadre de la réforme seront soumis à l'aval du gouvernement. Le ministère de l'Education annonce, cependant, qu'il ne faut pas attendre des changements majeurs pour la rentrée scolaire prochaine. «Il y aura une révolution de l'école mais à long terme», affirme-t-on.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les élèves de la cinquième année primaire de 2015 seront-ils les derniers à se confronter à l'examen de la 6^e ? L'examen du baccalauréat se déroulera-t-il en deux sessions à partir de l'année prochaine ? Y aurait-il introduction de la fiche d'évaluation pour les élèves de la troisième année secondaire ?

Le bac professionnel, revendiqué depuis plusieurs années, fera-t-il son entrée à partir de 2016 ? Ce sont, entre autre, les quelques pistes auxquelles le département de Nouria Benghebrit se penche actuellement.

Les dix ateliers installés dans le cadre de la conférence nationale sur l'évaluation de la mise en œuvre de la réforme du système éducatif sont sortis avec près de deux cents recommandations.

Le ministère de l'Education nationale va étudier les mécanismes d'application. Des groupes de travail seront installés d'ici fin août prochain pour mettre en place une feuille de route et les mécanismes d'application de ces recommandations, a indiqué hier Nedjati Messeguem, inspecteur général au ministère de l'Education. Seront-elles appliquées d'ici la rentrée pro-



Le bac professionnel fera-t-il son entrée en 2016 ?

chaine ? Le ministère de l'Education souhaiterait bien accélérer les choses, dit-il. Mais, «avons-nous le temps pour pouvoir mettre en place et appliquer un nouvel agenda d'ici la rentrée prochaine ? C'est au groupe de travail de nous répondre», a indiqué cet inspecteur.

Il y a un consensus, dit-il, sur la l'introduction du bac professionnel, la fiche d'évaluation pour les élèves de la troisième année secondaire et un

examen de baccalauréat en deux sessions.

Selon Farid Benramdan, conseiller au ministère de l'Education, il y a eu 42 catégories qui ont participé à ce rendez-vous entre enseignants, enseignants-chercheurs, syndicats, élus, éditeurs, associations de parents d'élèves...

L'objectif de cette conférence, rappelle M. Benramdan, c'est le redéploiement du système éducatif non

pas à partir de données quantitatives mais qualitatives.

L'Algérie, selon lui, a réussi son système éducatif sur le volet quantitatif et les résultats de la scolarisation sont excellents. La preuve, dit M. Messeguem, 84% des élèves de la 5^e année primaire ont eu une moyenne en arabe, 80% en maths mais en matière de compétences, on ignore encore quel est le niveau de l'élève. «Le but n'est pas le passage au collège mais de savoir quel est le profil de sortie de chaque élève en 5^e année, nous allons changer de stratégie en terme d'évaluation et ça sera un test national», a indiqué le conférencier.

Selon M. Benramdan, il faut axer aussi sur le respect des langues maternelles lors des premières années de l'enseignement obligatoire et donner la priorité au patrimoine national dans les nouveaux programmes.

Ces recommandations qui promettent de révolutionner l'école algérienne ne risquent-elles pas de rester dans les tiroirs du gouvernement ? M. Messeguem affirme que Benghebrit a les coudées franches.

S. A.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU CONSEIL DES ENSEIGNANTS DES LYCÉES ALGÉRIENS À ES SENIA

Le CELA promet de bloquer la gestion des œuvres sociales à la rentrée

Le syndicat du secondaire, le Conseil des enseignants des lycées algériens (CELA), tient depuis hier sa seconde université d'été, au niveau du lycée Commandant-Feradj d'Es Senia (wilaya d'Oran), avec la participation de nombreux délégués et enseignants venus de toutes les wilayas du pays.

Parmi les invités étrangers qui devaient assister à l'ouverture des travaux, seul le représentant de la Fédération nationale des enseignants au Maroc a pu être présent, les autres invités d'Espagne, de France et de Palestine, n'ayant pu obtenir à temps les autorisations pour venir en Algérie. Une attention a été portée à leur collègue syndicaliste du Maroc avec cette précision que s'il y a des «problèmes politiques entre les deux Etats, entre les deux peuples, il n'en est rien, c'est la fraternité qui prime», dira un orateur.

A l'ouverture de cette université d'été, c'est le SG du CELA, Achour Idir, qui a évoqué pour nous les quelques dossiers importants, qui vont mobi-

liser le syndicat et les enseignants. Ainsi dans une déclaration, le numéro un du CELA a annoncé pour la rentrée 2015-2016 leurs intentions : «Dans le dossier des œuvres sociales nous sentons une trahison de la tutelle concernant la gestion des œuvres sociales et nous allons tout faire pour bloquer la gestion de la nouvelle commission nationale pour éviter la perte de 6000 milliards DA qui ne vont pas travailler pour l'intérêt des travailleurs de l'éducation.»

L'intervenant s'explique sur ce choix de blocage qui risque de faire des mécontents, mettant en relief que c'est le système en lui-même qui est mauvais «un système centralisé qui ne permet ni transparence, ni contrôle» et de rajouter «on préfère geler l'argent que de le voir mal dépensé, il est impossible pour les 9 membres composant la commission nationale d'arriver à gérer 2 000 milliards de DA chaque année. Pour nous ce n'est pas une question de personnes mais de système, comme j'ai dit, qui ne permet pas la transparence et le contrôle».

L'autre dossier tenant en haleine les enseignants du secondaire est celui du statut particulier qui tarde à voir le jour. Là aussi, le SG du CELA dit qu'il est temps d'aller vers un processus plus dynamique et plus rapide, considérant que

c'est là un point pour lequel la ministre de tutelle est attendue. Un point positif selon le syndicaliste, les dernières assises de l'éducation avec un constat, un diagnostic partagé entre le syndicat du secondaire et la tutelle dira-t-il. Mais pour autant, le CELA attend la rentrée pour voir quel sera le contenu des recommandations.

En plus de ces thèmes qui seront débattus lors de cette université qui s'étalera jusqu'au 31 juillet, d'autres ateliers sont prévus comme celui de «la contractualisation dans le secteur de l'éducation », ainsi que des conférences abordant la question du droit syndical, du droit de grève.

Fayçal M.

La fraude au bac : une responsabilité politique

Interrogé en marge de cette université d'été sur le phénomène de la triche et de la fraude à l'examen du baccalauréat, Achour Idir livre son appréciation en disant qu'il est vrai qu'aujourd'hui tout le monde s'accorde à reconnaître ce phénomène.

Même s'il estime qu'il a été en légère baisse cette année, ce sont les techniques utilisées par les fraudeurs qui ont frappé les esprits. Là encore l'orateur se dit d'accord avec la ministre de tutelle qui a pris des sanctions contre les élèves ayant fraudé et de poursuivre : «Ce qu'il y a de malheureux dans un tel examen est de voir que ce sont des parents qui sont impliqués avec leurs enfants dans la fraude. Rajoutant plus loin «il faut dire que la responsabilité n'incombe pas uniquement à la ministre mais c'est une responsabilité politique, ce qui se passe dans le secteur de l'éducation, c'est le transfert de la corruption sociale vers la fraude scolaire. C'est la rue qui influence l'école et non plus l'inverse. C'est malheureux mais nous sommes dans cette dialectique finalement et il faut une volonté politique pour inverser la tendance».

Non sans terminer en disant que pour l'heure, le souci du CELA ce sont les 49% d'élèves ayant échoué au bac et comment leur trouver des places dans les lycées.

F. M.

FORMATIONS INNOVANTES

Le groupe EFTG fait le pari du tourisme

Il est unanimement admis que l'Algérie recèle un potentiel touristique à même de faire de notre pays une destination de choix pour le tourisme international.

L'Algérie est l'un des rares pays qui peut se prévaloir d'une offre touristique aussi riche. Malheureusement, ce potentiel reste à ce jour très faiblement exploité malgré un discours officiel qui ne cesse de mettre l'accent sur l'importance de ce secteur, notamment dans la perspective de la mise en œuvre de la stratégie de diversification de l'économie nationale.

Rencontrée au siège de son école à Aïn-Allah à Dely-Brahim, M^{me} Amina Boukal Benabdeslem, directrice générale du groupe des Ecoles EFTG, nous livre d'emblée sa foi dans le développement du tourisme en Algérie qui l'a amenée à proposer une formation de Bachelor en management du tourisme dispensée au sein de l'établissement Imtiyaz qui est l'un des pôles du groupe des Ecoles EFTG dédié à la forma-

tion délocalisée. Ce diplôme délivré par le groupe français Sup de Co la Rochelle qui bénéficie de l'accréditation de l'Organisation mondiale du tourisme prépare les étudiants à assumer des missions de gestion des structures touristiques à l'instar des hôtels, des clubs et centres de vacances ainsi que des agences de tourisme.

L'idée de lancer cette formation s'est imposée du fait du sous-encadrement manifeste dont souffre le secteur du tourisme en Algérie, un déficit que l'établissement Imtiyaz aspire à contribuer à combler en proposant une formation diplômante qui répond aux standards les plus exigeants en la matière et ce, grâce au concours du groupe Sup De Co La Rochelle qui est reconnu comme un établissement de

référence dans la formation aux métiers du tourisme.

Ouverte aux bacheliers, cette formation d'une durée de trois années est fondée sur un cursus qui allie les enseignements théoriques aux connaissances pratiques à travers des stages dans des structures touristiques en Algérie et à l'étranger.

Les étudiants qui justifient de deux années universitaires accomplies peuvent intégrer sous certaines conditions directement la troisième année.

M^{me} Amina Boukal Benabdeslem regrette qu'il existe en Algérie une vision quelque peu étiquée des métiers du tourisme en soutenant que les structures touristiques sont aujourd'hui de véritables entreprises, certaines faisant même partie des grandes firmes internationales, dont la gestion et le développement exigent des connaissances managériales de haut niveau que l'établissement Imtiyaz dispense en Algérie grâce à la

formation délocalisée, ce qui n'est pas le moindre des avantages quand on connaît le coût prohibitif de cursus semblables à l'étranger.

Pour connaître le contenu du programme de formation, nous nous sommes rapprochés de M^{me} Chahinez Sahraoui, la responsable de la communication qui nous a précisé que la formation de Bachelor en management du tourisme s'articule autour de trois axes principaux. Le premier a trait à la formation aux techniques managériales et de gestion, le second autour de la formation aux spécificités de management des structures touristiques (hôtels, centres et clubs de vacances ainsi que les agences de tourisme) ; le troisième axe portant sur la formation à l'interculturel qui dote les étudiants des outils qui leur permettent de se mouvoir dans un environnement international.

A ce propos, M^{me} Sahraoui précise que si le groupe EFTG aspire en prio-

rité à former pour les structures touristiques publiques et privées nationales, le diplôme offre aux étudiants de larges possibilités pour accomplir des carrières à l'international.

Selon cette même responsable, ce diplôme suscite beaucoup d'intérêt, notamment auprès des bacheliers de cette année ce qui pourrait augurer d'un changement dans la vision que le jeune Algérien développe vis-à-vis du tourisme.

Ayant pris l'habitude de voyager pour certains, voyageant virtuellement sur le net pour d'autres, les jeunes Algériens ont compris que le tourisme est un métier qui a, certes, ses exigences mais qui ouvrent dans le même temps des perspectives professionnelles fort prometteuses.

Le groupe EFTG a à l'évidence fait le pari de la formation aux métiers du tourisme et il y a fort à parier que l'avenir proche lui donnera raison.

S. B.